À Malte (du 11 au 16 mai 1984), les ministres des sports ont parlé d'olympisme, de dopage, d'apartheid et... d'esprit sportif

Autor(en): **Schilling, Guido**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Macolin : revue mensuelle de l'École fédérale de sport de Macolin et Jeunesse + Sport**

Band (Jahr): **41 (1984)**

Heft 7

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-997916

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

A Malte (du 11 au 16 mai 1984), les ministres des sports ont parlé d'olympisme, de dopage, d'apartheid et... d'esprit sportif

Guido Schilling, membre de la délégation suisse

Les participants

Les 21 Etats membres du Conseil de l'Europe étaient représentés à la conférence qui s'est tenue à Malte du 11 au 16 mai 1984. A ceux-ci sont venus s'ajouter les délégués du Vatican et de la Finlande, rattachés au Comité pour le développement du sport seulement. Le fait que 18 délégations aient été conduites par un ministre responsable ou par un secrétaire d'Etat montre bien l'importance accordée à cette réunion.

C'est M. Alphons Egli, conseiller fédéral, qui était à la tête du petit groupe helvétique formé de MM. Kaspar Wolf, directeur de l'EFGS, Ferdinand R. Imesch, directeur de l'ASS et Guido Schilling, délégué officiel de la Confédération au CDDS.

D'autres institutions avaient également été invitées et, en particulier, à côté de la section des Sports de l'UNESCO, le Comité international olympique (CIO), l'Association générale des fédérations internationales du sport (AGFIS) et l'ICSSPE (International Council of Sports Science and Physical Education).

Les petites délégations étaient composées de deux ou trois membres. Celles de l'Allemagne de l'Ouest, la plus importante, en comptait toutefois huit! Mais c'est celle de la Finlande qui fut la plus remarquée: dirigée par Mme Kaarina Suonio, Ministre de l'Education, elle se composait, en outre, de deux femmes et de deux hommes.

La plupart des pays avaient délégué des représentants des milieux dits du «sport d'Etat», mais ceux-ci étaient en général accompagnés par les autorités supérieures du «sport privé» (associations faîtières, etc.).

Les points forts

Les principaux sujets inscrits au programme de la Conférence de Malte portaient sur le passé aussi bien que sur l'avenir du sport: évolution de l'activité physique dans les pays membres du Conseil de l'Europe et évaluation du travail effectué par le Comité pour le développement du sport, projets portant sur les années futures.

De telles rencontres sont utiles, la chose ne fait aucun doute, ne serait-ce que parce qu'elles permettent de procéder à des échanges d'idées et d'expériences. La plupart des ministres ont démontré une réelle ouverture sur ce point. Ils attendent aussi, d'autre part, que l'on tire profit des expériences particulières faites dans chaque pays. Le sport ne peut qu'en bénéficier, que ce soit au plan national ou au plan international. Les organisateurs de la session maltaise avaient prévu, dans cette optique, des sortes de stands d'information. Chaque pays put ainsi expliquer comment le sport était conçu et organisé à l'intérieur de ses frontières.

Coup d'œil sur le passé

Actuel Président du Comité pour le développement du sport, M. Ferdinand R. Imesch a brossé un tableau des activités qui eurent lieu depuis la dernière Conférence des ministres, tenue à Majorque il y a trois ans.

Les Jeux olympiques

Depuis quelque temps déjà, M. Juan Antonio Samaranch, Président du CIO, avait exprimé le vœu d'être présent à la Conférence. On sait qu'il nourrit le projet ambitieux de rendre personnellement visite à tous les pays membres du CIO, et ceci avant le début des Jeux de Los Angeles. A Malte, il allait pouvoir allier les deux choses. La décision des pays socialistes de ne pas participer aux Jeux donnèrent à sa pré-

Vue générale de la conférence de Malte.

sence un indéniable caractère politique. C'est donc sans étonnement qu'on vit s'ouvrir une discussion nourrie sur l'avenir des grands rendez-vous quadriennaux. Mais il n'en ressortit que de «gros» points d'interrogation! La survie des Jeux olympiques est-elle possible? Pourquoi ne pas en confier définitivement l'organisation à Athènes? En outre, les pays – dont les USA – qui ont eux-mêmes boycotté les Jeux de Moscou en 1980 – n'eurent guère la tâche facile pour contester la prise de position de l'Union soviétique et de ses alliés. Le débat, sur ce point, aboutit donc finalement à un communiqué de presse très diplomatique et sans grande signification. En voici le contenu (voir aussi le no 6 de MACOLIN): «Les Ministres européens des sports accordent leur plein soutien aux Jeux olympiques: à ceux d'aujourd'hui tout comme à ceux de demain. Ils espèrent que les efforts que le CIO déploie actuellement pour sauver et pour préserver le Mouvement seront récompensés.»

Le dopage

Un groupe de travail avait reçu pour mission de préparer une Charte relative à la lutte antidopage. Elle fut présentée à la Conférence, discutée dans ses moindres détails et, finalement, acceptée. Les pays membres s'y engagent à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour combattre l'utilisation de produits défendus dans la pratique du sport. M. Egli a également pris part activement au débat présentant, entre autres, la position de la Suisse. Il préconisa en particulier que l'Etat devait s'abstenir d'intervenir en la matière aussi longtemps que les autorités sportives parviendraient à le faire elles-mêmes. Dans notre pays, l'Association suisse du sport a édicté, en 1969 déjà, des mesures sévères pour lutter contre le dopage. Chaque année, elle publie une liste remise à jour des produits pharmaceutiques interdits et elle procède à des contrôles réguliers. Ceux-ci sont effectués gratuitement par la Confédération, par l'intermédiaire de son Institut de recherches de l'EFGS. En 1983, par exemple, plus de mille contrôles ont été faits dans 30 disciplines sportives différentes. Il s'agit donc, dans ce cas, d'une prestation de l'Etat en faveur des fédérations sportives, qui gardent cependant la responsabilité d'exécution des tests et, le cas échéant, des sanctions à prendre. L'expérience de la Suisse dans le domaine de la lutte antidopage peut être utile, cela ne fait aucun doute, à beaucoup d'autres pays.

La violence

Les Ministres des sports du Conseil de l'Europe se sont montrés très préoccupés par les vagues de violence qui déferlent, depuis un certain temps, autour des stades – de football surtout – et même à l'extérieur de ceux-ci. Il n'y a qu'une solution, semble-t-il, pour parvenir à maîtriser cette situation: que les services d'ordre de l'Etat acceptent de collaborer sans réserve avec les organisateurs de manifestations sportives. En fait, ce n'est pas la première fois que ce problème a été mis sur le tapis. A Malte, on a tenté de répertorier les mesures qui pourraient être les plus efficaces pour contrer à court, moyen et long terme ce véritable fléau des temps modernes. A cette occasion, M. Egli a présenté la Campagne lancée par l'ASS en faveur du fair play qui, après un temps consacré à la sensibilisation, est actuellement entrée dans sa phase éducative.

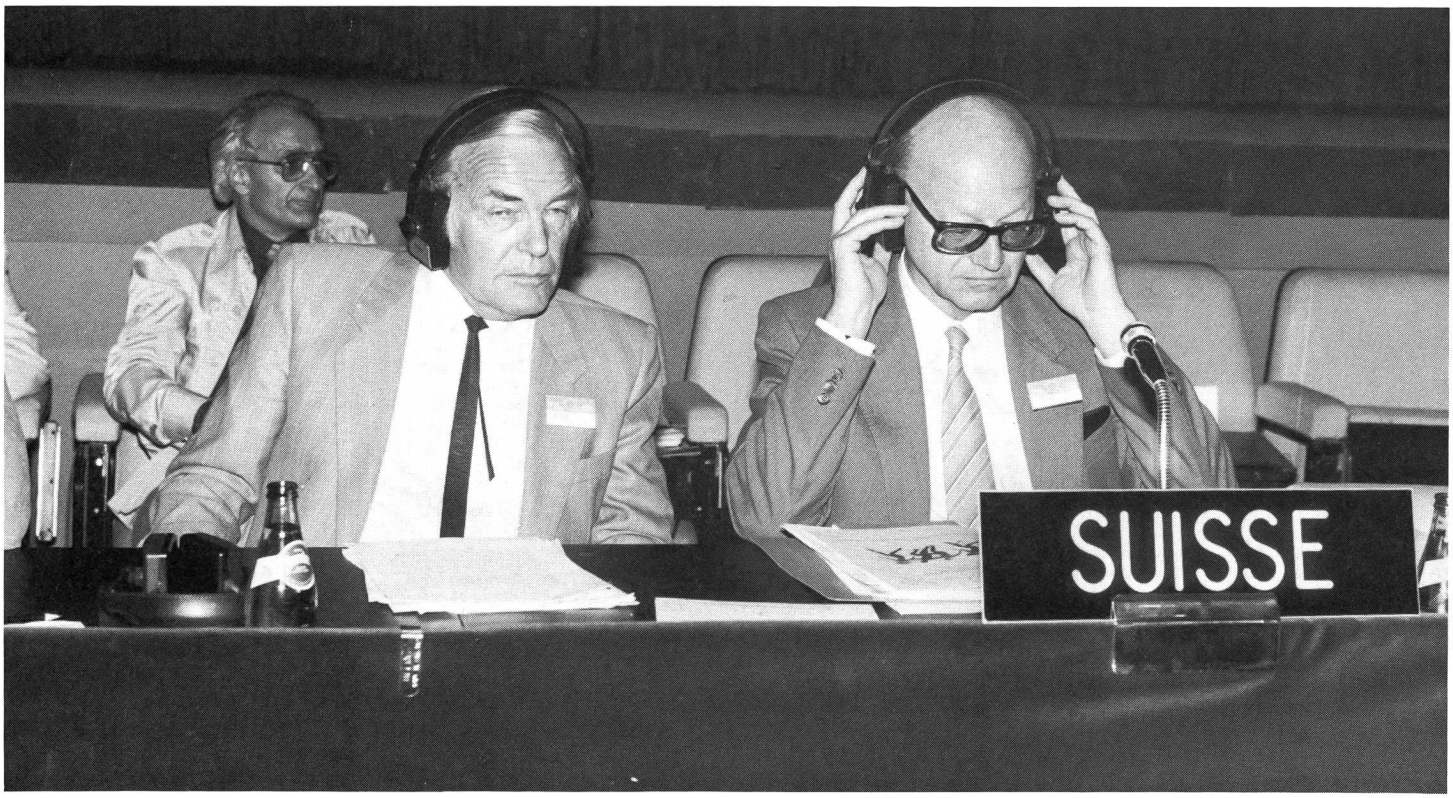
Pour lutter contre la violence dans le sport, il faut absolument que les nations acceptent de procéder régulièrement à des échanges d'informations et d'expériences et, peut-être même, à agir de conserve lorsque la situation l'exige.

L'apartheid

Une initiative des pays scandinaves tendant à supprimer toute discrimination dans le sport (en Afrique du Sud, surtout, où règne encore l'apartheid) a donné lieu à un long débat. M. Egli, pour sa part, a trouvé que la position du CIO et celle d'un certain nombre de fédérations, qui excluent les sportifs d'Afrique du Sud de toutes les grandes confrontations internationales, équivalait elle-même à une sorte de discrimination.

Réaction des mass media

La Conférence de Malte a été largement répercutée par les media. La télévision suisse et certains grands journaux y avaient même délégué des envoyés spéciaux. Sportinformation et une agence de photos (Bild + News) contribuèrent, en outre, à la publication de textes et d'images dans la presse écrite. En Suisse alémanique, la radio a sollicité, de ma part, une interview au cours de laquelle j'ai pu présenter de façon assez approfondie les résultats de la Conférence. ■



La délégation suisse: MM. Egli, Conseiller fédéral, Wolf, Directeur de l'EFGS et Schilling, Vice-directeur de l'EFGS.